

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Romano Prodi, Président de la Commission européenne, sur les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis, la politique étrangère de la nouvelle administration Bush, la politique agricole, l'aide au développement et la situation au Proche Orient, Washington, 18 décembre 2000.

LE PRESIDENT - Je voudrais saluer, au nom de la Commission et au nom de la présidence de l'Union européenne, les représentants américains de la presse, également les étrangers. Vous me permettrez de mentionner aussi les Français qui sont venus spécialement pour cette occasion. Nous avons eu des entretiens très intéressants et, notamment, un déjeuner de travail avec le Président américain qui a été un déjeuner portant sur des sujets importants et qui a permis un dialogue très positif.

L'Union européenne a vocation à être le grand partenaire des Etats-Unis sur la scène internationale. Elle défend les mêmes valeurs et elle s'est toujours trouvée aux côtés des Etats-Unis lorsque l'essentiel était en jeu et réciproquement. Ce partenariat transatlantique est donc l'une des pierres d'angle de la stabilité du monde d'aujourd'hui.

Alors, naturellement, Américains et Européens doivent affronter ensemble les grands défis du monde moderne, des défis qui nous sont communs. Qu'il s'agisse de la prolifération des armements, de la défense de l'environnement, du terrorisme, de la criminalité financière, de la drogue, de la lutte contre les grandes pandémies, les grandes maladies, notamment le sida, et bien d'autres encore.

Ce sommet a été l'occasion de faire le point sur l'état, comme nous le faisons tous les six mois, des relations entre les Etats-Unis et l'Union européenne et de renforcer notre coopération dans un certain nombre des domaines que je viens de citer.

Sur le premier point, nous avons pu constater combien la relation transatlantique Etats-Unis-Europe était solide et tout ce qu'elle devait, depuis huit ans, à l'engagement personnel du Président CLINTON auquel nous avons tenu à rendre, de ce point de vue, un véritable hommage. C'est en particulier vrai pour ce qui concerne la défense. Nous nous sommes réjouis de l'accord, d'une part, et du soutien que les Etats-Unis ont donné à l'engagement d'une Europe de la défense.

S'agissant des différends commerciaux, dont on a bien entendu parlé, nous avons constaté deux choses : d'abord qu'il faut que les choses soient jugées à l'aune de leur réalité, ils représentent moins de 2% des échanges entre l'Europe et les Etats-Unis, et, deuxièmement, qu'il convenait de traiter ces problèmes avec compréhension et sang froid, c'est-à-dire dans le dialogue et en évitant les escalades inutiles.

Nos échanges, par ailleurs, ont été très fructueux sur l'ensemble des grands défis. Nous avons constaté, malgré les difficultés, et nous savons qu'elles sont grandes, qu'il était essentiel, si l'on ne voulait pas effacer l'acquis de Kyoto, de relancer d'une façon ou d'une autre les négociations permettant de maîtriser l'émission de gaz à effet de serre.

Nous avons longuement parlé de la lutte contre les maladies transmissibles, notamment en Afrique. Et nous avons adopté une déclaration sur ce point qui vous sera communiquée, naturellement. De même que nous avons adopté une déclaration sur les exportations d'armement et aussi sur la confiance des consommateurs dans le commerce électronique.

Nous avons longuement parlé des problèmes du Moyen-Orient. Cela a été vrai en particulier dans les entretiens que j'ai eus avec le Président CLINTON, avant le début du Sommet Union européenne-Etats-Unis. Nous avons également parlé des Balkans et des voies qui semblent s'ouvrir, mais qui demandent encore à être confirmées, sur la paix, la stabilité, le respect des Droits de l'Homme, l'intégration régionale, la démocratie, dans cette région du monde.

Nous avons parlé de nos relations avec la Russie en souhaitant que l'évolution engagée puisse confirmer un certain nombre de souhaits que nous avons exprimés.

Et puis nous avons évoqué d'autres problèmes de nature internationale.

Sur l'ensemble de ces sujets, il est apparu clairement qu'il y avait un vrai dialogue et surtout une vraie convergence des points de vue entre les Etats-Unis et l'Europe et, donc, nous nous en sommes réjouis.

Voilà les quelques observations que je voulais faire pour commencer. Et je pense que le Président PRODI va apporter sa propre vision de nos entretiens de ce matin avant que nous répondions à quelques unes de vos questions.

M. ROMANO PRODI - Bien entendu, ce sommet, cette réunion, a été la dernière réunion d'une longue série de rencontres avec le Président CLINTON. Cela s'est passé dans une ambiance très amicale et je dois dire que nous devons rendre hommage au Président CLINTON pour ce qu'il a fait dans l'établissement d'un nouveau climat, si l'on peut dire, dans les relations avec l'Union européenne.

Sur la plupart des sujets, nous avons été constructifs dans nos approches, même si parfois il y a eu des désaccords.

Je crois qu'un grand nombre d'avantages peuvent être obtenus d'une coopération entre nous, en particulier en ce qui concerne les Balkans, par exemple. C'est également vrai de nos relations avec la Russie, de notre coopération dans un domaine aussi difficile et délicat que le Moyen-Orient et même dans un certain nombre de points chauds de par le monde. Je crois que cette relation forte entre les Etats-Unis et l'Union européenne a toujours été un grand avantage pour chacun d'entre nous dans les dernières années.

Aujourd'hui, nous avons évoqué en particulier les sujets que le Président CHIRAC a déjà évoqués, mais nous avons également traité de questions spécifiques, de questions commerciales en l'occurrence. En effet, il faut se souvenir que beaucoup d'espace a été utilisée pour parler de ces sujets. Qu'ils ont fait couler beaucoup d'encre. Et pourtant, si l'on remet cela en perspective, dans le cadre général des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis, c'est négligeable. Ceci étant dit, nous avons continué à travailler ensemble. Nous avons même obtenu quelques progrès dans l'affaire des bananes. Nous avons donné un nouvel élan aux négociations. Et les propositions qui seront faites au Conseil sont donc les mêmes. Elles demeurent inchangées. Néanmoins, nous pensons qu'il y a lieu de faire un certain nombre de progrès.

En ce qui concerne le boeuf aux hormones, nous avons examiné la situation. Nous avons poursuivi les négociations. Néanmoins, sur ce sujet particulier, il va falloir continuer à travailler. Sur les bananes, comme je le disais, nous avons fait déjà beaucoup de progrès, plus que dans le domaine du boeuf aux hormones, mais pourtant nous continuons à travailler sur les deux sujets. Merci.

QUESTION - Je me demandais si vous pensez que les relations euro-américaines continueront d'être aussi bonnes après, pendant la présidence BUSH. Et je voulais vous demander vos réactions initiales aux premières nominations, en particulier, celles de M. POWEL et de Mme

RICE ?

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord dire que j'ai suivi naturellement avec beaucoup d'intérêt le processus électoral aux Etats-Unis et que j'ai été très impressionné par la vitalité de la démocratie américaine et aussi par le respect qu'elle a de sa Constitution et de ses institutions. Le respect de la Constitution, je crois que c'est le vice-Président AL GORE qui l'a dit il y a quelques temps, c'est la seule vraie garantie des libertés des citoyens. Et, pour moi, il ne fait aucun doute, naturellement, que le Président BUSH sera le Président de tous les Américains. Il ne fait aucun doute non plus dans mon esprit que les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis resteront ce qu'elles sont depuis longtemps et ce qu'elles doivent être impérativement, c'est-à-dire des relations de confiance, de solidarité et d'amitié.

Quant aux nominations, je n'ai naturellement aucun commentaire à faire. Je n'ai pas l'intention de faire de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats-Unis.

QUESTION - J'avais une question à poser au Président PRODI. Pourriez-vous-nous en dire un peu plus sur les processus de décision, en particulier quant à l'affaire de la banane ? Pensez-vous que la proposition de la Commission sera faite au Conseil demain ou après demain ? Et si elle sera adoptée ? Et comment réconcilier les différentes propositions. Nous sommes un peu perturbés sur la conciliation de ces deux positions.

M. ROMANO PRODI - Je dois dire ce que j'ai déjà dit. Il y a eu des négociations qui ont été ré-entamées aujourd'hui. Un nouvel élan a été donné à ces négociations. Néanmoins, reste encore quelques petits problèmes techniques à régler. Eh bien, la proposition de la Commission demeure la même et sera faite au Conseil. Néanmoins, je dois vous dire que l'ambiance est bonne.

QUESTION - M. le Président, c'est aussi une question qui s'adresse à vos voisins. Quels ont été vos contacts ? Ce voyage vous a été l'occasion de venir aux Etats-Unis à un moment particulier. Avez-vous eu des contacts, ou quels seront vos contacts, avec la nouvelle administration BUSH. C'est une question que je pose aussi à vos voisins.

M. ROMANO PRODI - J'irai cet après-midi à la Brookings, à une réunion, si l'on peut dire, bi-partisane, puisqu'il y aura et des Démocrates et des Républicains. Et je rencontrerai à cette occasion un certain nombre de dirigeants du Parti républicain. Ceci aura lieu à quatre heures cet après midi. Je n'ai rien à ajouter hormis le fait que, bien entendu, nous allons évoquer les tendances, les nouvelles tendances de la relation entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

LE PRESIDENT - Pour ce qui me concerne, je n'ai pas demandé de rencontre au nouveau Président américain, par discrétion car, sachant que ce n'est que demain qu'il devait rencontrer le Président des Etats-Unis actuel. J'ai pensé qu'il ne m'appartenait pas de prendre l'initiative.

QUESTION - Messieurs, est-ce que vous n'avez pas quelques appréhensions concernant l'attitude de la prochaine administration américaine à l'intérieur de l'OTAN. Et, deuxième question, est-ce que dans un sommet comme celui-ci, est abordée une question comme celle du système "Echelon" qui a pas mal agité les esprits, notamment au Parlement européen, il y a quelques mois ? Merci.

LE PRESIDENT - Je n'ai, à priori, aucune inquiétude pour ce qui concerne les relations entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine de la défense. Et au Conseil européen de Nice, comme vous le savez, l'Union européenne a pris des décisions majeures qui lui permettront d'assumer ses responsabilités en matière de défense et de sécurité, notamment sous l'impulsion de M.

Javier SOLANA qui assume la responsabilité dans ce domaine. L'Europe s'est dotée notamment d'une capacité de réaction rapide, une capacité de 60 000 hommes, ceci à l'horizon début 2003. C'est une contribution majeure au partage du fardeau, qui est une revendication que les Américains ont faite depuis longtemps. Ce développement ne peut que renforcer l'Alliance atlantique et la stabilité dans le monde. Et je ne pense pas, je ne sens pas de difficulté quelconque à venir avec la nouvelle administration américaine, car les intérêts restent les mêmes, c'est-à-dire le renforcement global de la stabilité et des moyens de la paix dans le monde.

QUESTION - Monsieur le Président, il y a un sujet des relations transatlantiques qui s'est déjà posé et qui ne manquera pas de se poser avec une nouvelle acuité avec la nouvelle administration, qui est celui de la volonté américaine de constituer un bouclier anti-missiles. Dans

quel état d'esprit la France et ses partenaires abordent-ils ce débat, notamment si, comme nous l'avons entendu pendant la campagne, ce bouclier prend une allure spéciale ?

LE PRESIDENT - Il s'agit là du programme NMD qui avait été envisagé puis reporté au niveau de la décision par le Président CLINTON. Le problème va se poser à la nouvelle administration. Vous connaissez la position de l'Union européenne, qui est extrêmement réservée à l'égard de ce programme, en raison des conséquences qu'il peut avoir, selon l'Union européenne, sur l'équilibre et donc sur la prolifération. Nous attendrons, par conséquent, les premières réflexions de la nouvelle administration américaine pour en parler avec elle et nous verrons ensuite ce qui se passera.

QUESTION - Monsieur le Président, quelles sont les chances, à votre avis, de la réussite de la réunion des Israéliens et des Palestiniens demain à Washington ? De vos pourparlers avec le Président CLINTON, est-ce que vous pensez que le Président CLINTON pourra avoir un accord entre les Israéliens et les Palestiniens avant la fin de son mandat ?

LE PRESIDENT - Naturellement je le souhaite. Je le souhaite ardemment. Je pense que l'intérêt des deux parties, aujourd'hui, c'est d'arriver le plus rapidement possible à un résultat positif, c'est-à-dire à un accord, au moins un accord cadre pour la paix. Et je crois que c'est l'intérêt des deux parties et l'intérêt, je dirai, urgent. C'est d'ailleurs tout à fait le sentiment que le ministre français des Affaires étrangères, M. VEDRINE, a ramené de sa tournée en tant que Président du CAG au Moyen Orient où il était, il y a deux ou trois jours. Quant au rôle du Président CLINTON, je lui ai dit ce matin, parce que nous avons longuement évoqué ce problème, que son autorité morale me paraissait utile, importante, nécessaire, pour faciliter la poursuite des entretiens qui vont effectivement commencer ici. Je souhaite que tout le monde comprenne que le moment est venu de trouver un accord cadre.

QUESTION - Une question sur la politique agricole. Le Président CLINTON a donné un discours la semaine dernière, à Coventry, en Grande Bretagne et il parlait du rôle des pays développés pour les pays en développement. Il a dit à un moment : " si les pays les plus riches mettaient un terme à leurs subventions agricoles, le revenu des pays en développement serait augmenté de 20 milliards par an ". Il a ensuite suggéré la chose suivante : " le monde en développement pourrait produire à moindre coût de la nourriture que l'Europe et l'Amérique ". Alors, je voudrais savoir si vous pouvez me faire un commentaire sur cette question ?

LE PRESIDENT - Les subventions, au-delà de la réflexion du Président CLINTON qui est une réflexion généreuse, comme tout ce qui inspire le Président CLINTON, les subventions ont surtout augmenté ces derniers temps aux Etats-Unis. Elles ont triplé depuis trois ans. Les subventions aux fermiers américains ont triplé depuis trois ans. En Europe, elles ont plutôt diminué. Je le mentionne, comme cela, à titre d'information. Sans insister, naturellement. Je vous demande simplement de comprendre que la France, qui est le deuxième exportateur mondial de produits agricoles et le premier exportateur mondial de produits agricoles transformés, est obligée de considérer que ces problèmes sont des problèmes d'une importance vitale pour notre pays et que nous devons, naturellement, en tenir compte. Ceci étant, développer l'agriculture dans les pays en développement, ça ne se fera pas spontanément. Je veux dire une agriculture dont les produits puissent trouver leur place sur le marché international. Ce n'est généralement pas un problème de prix, c'est un problème de production, de qualité, de diversification. Et pour cela, il faut d'abord aider ces pays à produire ce qui peut être utile et commercialisé. Et pour les aider, il faut leur donner les structures, au sens large du terme, y compris la formation, l'éducation, qui sont nécessaires. Ce qui suppose d'augmenter sensiblement l'aide publique au développement.

Donc, si nous voulons donner aux pays en développement une place à laquelle ils ont droit et que nous souhaitons qu'ils prennent, il faut d'abord, ce que la France dit depuis longtemps et ce qui est un des thèmes constants de mes interventions, augmenter l'aide publique au développement. Or, il faut bien remarquer que, dans ce domaine, en dehors du Japon qui a beaucoup de mérites et qui est le premier donneur international d'aide publique et la France qui est le second, l'ensemble ne fait que diminuer. Et cela, je le déplore profondément.

QUESTION - Pour revenir sur le Proche Orient. Les Palestiniens ont demandé aux Européens. à

...diverses reprises, s'ils ne pouvaient pas oeuvrer à l'ONU pour l'envoi d'observateurs dans les territoires palestiniens. Israël y est opposé. Et on disait que les Etats-Unis opposeraient leur veto à une telle initiative. Est-ce que cette question a été discutée ce matin, le vote d'une résolution en faveur de l'envoi d'observateurs ?

LE PRESIDENT - Oui. Et M. VEDRINE ayant eu les derniers contacts sur ce point, notamment avec New York, je vais lui laisser le soin de répondre.

M. VEDRINE - Je n'ai pas les tous derniers contacts parce que la discussion se poursuit. La discussion qui a lieu à New York au sein des délégations, et notamment entre les pays qui sont au Conseil de sécurité, ne porte pas d'ailleurs sur le principe, ni sur l'objectif, parce qu'il est évident que dans un accord de paix qui pourrait résulter, espérons-le, de la reprise des discussions, des observateurs, sous une forme ou sous une autre, auraient certainement un rôle utile à remplir. La discussion qui a lieu en ce moment n'est pas conclue. Car ceux qui trouvent que cette idée est intéressante souhaiteraient aussi que, le jour où elle serait adoptée, elle puisse s'appliquer réellement. Pour cela, il faut un minimum d'agrément et d'accord. Donc, la discussion n'est pas conclue. Il n'est pas évident que ce soit au moment même où les discussions vont reprendre ces jours-ci à Washington, dont on peut espérer qu'elles permettent de relancer la vraie discussion sur le fond, la vraie négociation, il n'est pas évident qu'il faille conclure tout de suite sur ce point. Donc, les délais qui avaient été fixés pour conclure cette discussion étaient sans doute trop rapprochés.

LE PRESIDENT - Je souscris tout à fait à ce jugement.

QUESTION - Monsieur le Président CHIRAC, à propos de la force de réaction rapide, est-ce que l'on a eu d'autres débats, aujourd'hui, sur la coopération entre cette force et l'OTAN, en particulier étant donné la réticence des Turcs sur ces questions ?

LE PRESIDENT - Oui, et le Président CLINTON, d'ailleurs, est intervenu personnellement, je crois, auprès de nos amis turcs pour essayer de faciliter de leur part un accord. Je pense que nous progressons dans la bonne direction, mais M. SOLANA va nous en dire un mot.

M. SOLANA - Comme vous le savez, nous avons eu très récemment une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, dans les jours qui se sont écoulés. Néanmoins l'accord n'est toujours pas finalisé. Nous pensons cependant que nous allons dans la bonne direction. Nous allons continuer à travailler sur ces sujets. Nous espérons pouvoir réussir. Ceci dans le but de trouver une position acceptable et confortable pour les Turcs, telle que définie dans le cadre adopté à Nice.

LE PRESIDENT - Voilà. Nous allons terminer. Et je voudrais, après le Président PRODI, dire que cette réunion -la quinzième, je crois- avec le Président CLINTON, a été pour chacun d'entre nous, une réunion émouvante. Le Président CLINTON s'est personnellement engagé, avec beaucoup de vision, de générosité, avec à la fois du courage et du coeur, pour renforcer les liens de confiance et d'amitié entre les deux rives de l'Atlantique. Et il a, incontestablement, une part de responsabilité dans la bonne évolution de la construction européenne. Nous avons tenu à le lui dire et à le remercier. Ce n'était pas des propos diplomatiques. C'était une constatation que nous faisons et une reconnaissance que nous avons tenu à lui exprimer de tout coeur.

Je vous remercie.